



## **AVIS D'APPEL A PROJET MEDICO-SOCIAL**

pour la création d'un établissement d'accueil non médicalisé de 42 places pour adultes en situation de handicap visuel avec ou sans troubles associés, sur la commune de Flagnac dans le département de l'Aveyron

### **Autorité compétente pour l'appel à projet :**

**Conseil Départemental  
de l'Aveyron**  
Hôtel du Département  
Charles De Gaulle BP 724  
12 007 RODEZ  
[christine.costes@aveyron](mailto:christine.costes@aveyron)

### **Clôture de l'appel à projet : 10 septembre 2019**

Les dossiers parvenus ou déposés après la date limite de dépôt ne seront pas recevables (le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt faisant foi).

### **1- Objet de l'appel à projet**

Le Conseil Départemental de l'Aveyron compétent en vertu de l'article L313-3 du CASF pour délivrer l'autorisation, ouvre un appel à projet pour la création d'un établissement d'accueil non médicalisé pour adultes en situation de handicap visuel avec ou sans troubles associés, sur la commune de Flagnac.

Cet appel à projet s'inscrit dans le cadre des articles L313-1-1 et suivants et R313-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et s'adresse aux établissements et services relevant du 7° de l'article L312-1 du CASF.

L'appel à projet, vu la particularité des profils accueillis, a vocation à répondre à un besoin national. En effet, peu de places pour adultes existent en France et beaucoup de demandes sont orientées vers la Belgique. La majorité des demandes proviendront de personnes domiciliées dans d'autres départements que l'Aveyron.

En application du schéma départemental Autonomie 2016-2021, le développement de solutions alternatives domicile/établissement est nécessaire afin de proposer un panel de réponses plus large aux besoins des personnes en situation de handicap qui tiennent compte des évolutions, du maintien de l'autonomie et de l'accès à la vie sociale.

### **2- Cahier des charges**

Le cahier des charges de l'appel à projet est annexé au présent avis (**annexe 1**). Il sera téléchargeable sur le site internet du Conseil Départemental de l'Aveyron (<http://aveyron.fr/>).

Il pourra également être adressé par voie postale ou par voie électronique dans un délai de 8 jours suivant la demande (article R313-4-2 du CASF), demande écrite à formuler par message électronique auprès du Conseil Départemental de l'Aveyron ([christine.costes@aveyron.fr](mailto:christine.costes@aveyron.fr)).

### **3- Sollicitation de précisions complémentaires :**

Conformément à l'article R313-4-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les candidats peuvent solliciter des précisions complémentaires **avant le 2 septembre 2019** exclusivement par messagerie électronique à l'adresse suivante :

[christine.costes@aveyron.fr](mailto:christine.costes@aveyron.fr), en mentionnant, dans l'objet du courriel, la référence de l'appel à projet "appel à projet médico-social".

Les questions et réponses seront consultables sur site internet du Conseil Départemental <http://aveyron.fr/> sous la rubrique « Les appels à projets et arrêtés du Conseil Départemental ».

Le Conseil Départemental pourra faire connaître à l'ensemble des candidats via la foire aux questions des précisions de caractère général qu'elles estiment nécessaires, au plus tard le 5 septembre 2019.

### **4- Critères de sélection et modalités d'évaluation des projets**

Afin de garantir un traitement équitable des dossiers réceptionnés et la transparence de la procédure, les critères de sélection et modalités de notation des projets sont présentés en **annexe 2** de l'avis d'appel à projet. Ils seront également téléchargeables sur le site internet du Conseil Départemental de l'Aveyron (<http://aveyron.fr/>).

L'instruction des dossiers déposés s'organise comme suit :

- vérification de la recevabilité, de la régularité administrative et de la complétude du dossier (article R313-5-1 1<sup>er</sup> alinéa du CASF); en sollicitant le cas échéant des pièces complémentaires relatives aux informations administratives (article R313-4-3 1<sup>o</sup> du CASF) dans un délai de 8 jours ;
- les dossiers réceptionnés complets à la date de clôture de la période de dépôt et ceux qui auront été complétés dans le délai indiqué ci-dessus seront étudiés sur le fond du projet au regard des critères de sélection et de notation établis (annexe 2).

Les projets seront étudiés par l'instructeur désigné par le Président du Conseil Départemental de l'Aveyron. Il établira un compte rendu d'instruction motivé sur chacun des projets, qu'il présentera à la commission de sélection d'appel à projet.

Les projets sont examinés et classés par la commission de sélection dont la composition fera l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs du département de l'Aveyron et mise en ligne sur le site internet du Conseil Départemental.

La liste des projets par ordre de classement vaut avis de la commission. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de l'autorité compétente.

La décision d'autorisation du Président du Conseil Départemental de l'Aveyron sera publiée selon les mêmes modalités, elle sera notifiée au candidat retenu par lettre recommandée avec avis de réception et notifiée individuellement aux autres candidats (article R313-7 du CASF).

En application de l'article R313-6 du CASF, les décisions de refus préalables seront notifiées dans un délai de 8 jours suivant la réunion de la commission. Elles concernent les dossiers déposés hors délai, les dossiers ne respectant pas les conditions de régularité administrative ou les dossiers manifestement étrangers à l'objet de l'appel à projet.

### **5- Modalités de dépôt des dossiers de candidature et pièces justificatives exigibles**

#### **▪ Pièces justificatives exigibles**

Chaque dossier de candidature comprendra deux parties distinctes :

- Une partie n°1 : « candidature » apportant des éléments d'identification du candidat (liste des documents prévus au 1<sup>o</sup> - paragraphe 6 du présent avis) ;
- Une partie n°2 : « projet » apportant les éléments de réponse à l'appel à projet : le dossier de candidature devra répondre aux exigences du cahier des charges et s'appuiera sur la liste des documents prévus au 2<sup>o</sup> - paragraphe 6 du présent avis.

## ▪ Modalités de dépôt des candidatures

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois et en trois exemplaires papier un dossier de candidature, **au plus tard le 10 septembre 2019 à minuit** :

- Soit par courrier recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi ;
- Soit déposés directement sur place contre récépissé (du lundi au vendredi de 9H00 à 12h00 et de 13h45 à 17h).

À l'adresse suivante :

Pôle des Solidarités Départementales  
Direction Personnes Agées / Personnes Handicapées  
Service Qualité des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux  
4 rue Paraire  
CS 2310  
12000 RODEZ

Qu'il soit envoyé ou déposé, le dossier de candidature sera inséré dans une enveloppe cachetée portant la mention **"NE PAS OUVRIR - Appel à projet médico-social"** qui comprendra deux sous enveloppes :

- une sous enveloppe portant la mention "candidature" (pièces justificatives exigibles en partie n°1 – paragraphe 6-1° ci-dessous),
- une sous-enveloppe portant la mention "projet" (liste des documents constituant la seconde partie du dossier de candidature - paragraphe 6-2° ci-dessous) qui ne sera ouverte qu'à l'issue de la période de dépôt.

Un exemplaire enregistré sur un support numérique (clef USB) sera également joint à cet envoi dans la sous enveloppe cachetée comprenant la partie n°2 du dossier.

En cas de différence entre le dossier papier et le dossier électronique, le dossier papier fait foi.

## 6- Composition du dossier (article R313-4-3 du CASF)

1° Concernant la candidature (Partie 1), les pièces suivantes (à insérer dans la sous-enveloppe « candidature ») devront figurer au dossier :

- a) les documents permettant une identification du candidat, notamment un exemplaire des statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé,
- b) une déclaration sur l'honneur du candidat, certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du CASF,
- c) une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L313-16, L331-5, L471-3, L472-10, L474-2 ou L474-5,
- d) une copie de la dernière certification aux comptes s'il y est tenu en vertu du code du commerce,
- e) les éléments descriptifs de son activité dans le domaine social et médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but social ou médico-social, tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose pas encore d'une telle activité.

2° Concernant la réponse au projet (Partie 2), les documents suivants seront joints (à insérer dans la sous-enveloppe « projet ») :

- a) tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges ;

b) un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire :

- Un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge comprenant :
  - un avant-projet d'établissement mentionné à l'article L311-8 du CASF,
  - l'énoncé des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L311-3 et L311-8 du CASF,
  - la méthode d'évaluation prévue pour l'application du premier alinéa de l'article L312-8 du CASF, ou le résultat des évaluations faites en application du même article dans le cas d'une extension ou d'une transformation,
  - un état descriptif des modalités de coopérations et de partenariats envisagées et d'intégration du porteur de projet dans un réseau (partenaires existants et sollicités, nature et modalités des partenariats) en application de l'article L312-7 du CASF,
  - Un calendrier prévisionnel de mise en œuvre (recrutement des personnes, constitution des équipes, formalisation des partenariats, ouverture du service, etc.)
  
- Un dossier relatif au personnel comprenant :
  - une répartition prévisionnelle des effectifs,
  - les projets de fiches de poste,
  - le plan de formation budgétisé,
  - l'organigramme envisagé.
  
- Selon la nature de la prise en charge ou en tant que de besoin des éléments relatifs aux exigences architecturales comportant :
  - une note sur le projet architectural décrivant avec précision la surface et la nature des locaux en fonction de leur finalité et du public accompagné ou accueilli,
  - des plans prévisionnels qui peuvent, conformément à la réglementation qui leur est applicable, ne pas être au moment de l'appel à projet, obligatoirement réalisés par un architecte.
  
- Un dossier financier comportant outre le bilan financier du projet et le plan de financement de l'opération mentionnés au 2° de l'article R313-4-3 du CASF,
  - les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire lorsqu'ils sont obligatoires,
  - le programme d'investissement prévisionnel par section tarifaire précisant la nature des opérations, leurs coûts, leurs modes de financement et un planning de réalisation,
  - les incidences sur le budget d'exploitation de l'établissement ou du service du plan de financement mentionné ci-dessus,
  - le cas échéant, les incidences sur les dépenses restant à la charge des personnes accueillies ou accompagnées,
  - le budget prévisionnel en année pleine par section tarifaire du service pour sa première année de fonctionnement,

Les modèles des documents relatifs au bilan financier, au plan de financement et au budget prévisionnel sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'action sociale.

c) Le cas échéant, l'exposé précis des variantes proposées et les conditions de respect des exigences minimales que ces dernières doivent respecter ;

d) dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées devra être fourni.

## 7- Calendrier

Date limite de sollicitation de précisions par les candidats : 2 septembre 2019

Date limite de réception ou de dépôt des dossiers de candidature : 10 septembre 2019

Date prévisionnelle de la réunion de la commission de sélection d'appel à projet : novembre/décembre 2019

Date prévisionnelle de notification de l'autorisation et information aux candidats non retenus : janvier 2020

Date limite de la notification de l'autorisation : 10 mars 2020

## 8- Publication et modalités de consultation de l'avis d'appel à projet

Le présent avis d'appel à projet et ses annexes sont publiés aux recueils des actes administratifs au bulletin officiel du Conseil Départemental de l'Aveyron, consultables et téléchargeables sur le site internet du Conseil Départemental <http://aveyron.fr/> rubrique « les appels à projets et arrêtés du Conseil Départemental ») et peuvent être remis gratuitement dans un délai de huit jours aux candidats sur demande.

Le 9 juillet 2019

Le Président du Conseil Départemental  
de l'Aveyron



Jean-François GALLIARD